

Politique. 500 élus et maires lotois ont participé, hier, à Figeac, au traditionnel congrès de l'association. L'occasion d'évoquer de délicats sujets...

Services publics : le difficile dialogue

En ouvrant le congrès, Nicole Paulo, le maire de Figeac, avait exprimé ce que ressentent les élus du Lot et leur population : « La remise en cause des services publics est préjudiciable dans un département comme le nôtre », avait-elle indiqué, citant le combat pour la maternité de Figeac, la Poste, les fermetures de classes, de tribunaux. Mais aussi la desserte ferroviaire, les soucis en téléphonie fixe ou mobile et l'accès à haut débit... Catalogue à la Prévert ? Que nenni !

Même si le sujet du jour était consacré à un passionnant exposé autour de l'agenda 21, la question des services publics fut centrale. On n'oubliera pas la demande de Marie Piqué, adjointe au maire de Cahors, sur l'impossibilité, selon elle, d'appliquer de service minimum à l'école pour lequel une motion doit être discutée aujourd'hui.

Bref, les élus sont apparus bien remontés. Jean Launay, le député et président de l'association des élus et maires du Lot, n'avait rien caché de ses craintes, relayées quelque temps auparavant tant par Martin Malvy, président du conseil régional, que par Gérard Miquel son homologue au conseil général et Dominique Orliac, députée de la 1^{ère} circonscription. Selon Jean Launay, les élus se battent dans « un contexte désastreux d'aménagement du territoire avec un désengagement économique de l'État. Ils se demandent quel est le dessein de l'État. Les transferts massifs et ré-



L'espace François-Mitterrand était comble pour la grand-messe républicaine. Photo DDM, L.B.

pétés sur les collectivités locales nous inquiètent ». Le clou était enfoncé après l'intervention remarquée et très applaudie du maire de Bagnac qui avait dénoncé « les coups très durs portés par la Poste », citant notamment « ces bureaux de poste qu'on ferme ou transfère unilatéralement sans concertation ».

LES RÉPONSES DE LA PRÉFÈTE

Face à cette vague républicaine, courtoise mais ferme, la préfète du Lot a eu du mal à convaincre les élus que le mouvement opéré, bien malgré elle, ne va dans le sens d'une restriction. Marcelle Pierrot s'est pourtant employée

à formuler quelques mises au point, s'étonnant parfois des « rumeurs ». Marcelle Pierrot a d'abord estimé que « la présence des services publics est un enjeu majeur pour le Lot ». Elle en a profité pour assurer que les sous-préfectures de Gourdon et de Figeac n'étaient pas menacées. La Poste ? « Les points de contact se multiplient, c'est un bon service à la population ». La trésorerie de Salviac qui va fermer ? « Nous n'avons pas de candidat pour le poste de percepteur ». EDF ? « Aucune des implantations n'a fermé ». Le combat pour l'arrêt des trains en gares de Gourdon et de Souillac ? La préfète a rappelé que deux arrêts sur trois

avaient été rétablis et que « des TER permettent d'aller à Brive pour prendre la correspondance vers Paris ». Mais elle a aussi tenu à faire une mise en garde qui a suscité quelques murmures dans la salle : « Je veux dire aux manifestants qu'ils mettent en cause la sécurité des personnes. Je prendrai mes responsabilités ».

Restait le service minimum dans les écoles. Là aussi, la fermeté est de mise : « Que je sache, c'est la loi et nous sommes en République et en démocratie. Je suis surprise que des élus appellent à enfreindre la loi ».

Hier, à Figeac, chacun a joué sa partition.

Laurent Benayoun.